

INFIRMIERES BULGARES

La Fondation Kadhafi rejette les "pressions" de l'UE

Les "pressions" européennes sur la Libye dans l'affaire des cinq infirmières bulgares et du médecin palestinien condamnés à mort pourraient affecter leur sort, a averti hier la Fondation Kadhafi de bienfaisance. "Les appels de députés européens à des pressions contre la Libye et toute autre mesure de l'Union européenne contre Tripoli pourraient avoir des conséquences négatives sur le sort des cinq infirmières et du médecin palestinien", a dit un communiqué de la fondation.

"De telles pressions sont de nature à entraver les médiations en vue d'un règlement de cette affaire", ajoute le communiqué. Présidée par un des fils du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, la Fondation Kadhafi a participé aux négociations dans l'affaire des infirmières bulgares et du médecin palestinien condamnés à mort le 19 décembre, après avoir été reconnus coupables d'avoir délibérément inoculé le virus du sida à plus de 400 enfants de l'hôpital de Benghazi (nord de la Libye).

Leur condamnation à mort a été vivement critiquée par la communauté internationale. Leur avocat Othmane al-Bizanti a indiqué qu'il ferait appel du verdict auprès de la Cour suprême. Le Parlement européen a demandé jeudi à la Libye d'annuler leur condamnation à mort, soulignant qu'en cas contraire la politique européenne à l'égard de la Libye pourrait être révisée. Le Parlement européen invite les autorités libyennes concernées à "réviser et annuler la condamnation à mort et ouvrir la voie à une résolution rapide de l'affaire sur une base humanitaire", dans un texte voté à la quasi-unanimité. Il invite également la Commission et les Etats membres de l'UE "à envisager, au cas où l'affaire ne serait pas résolue d'une façon satisfaisante, une révision de la politique commune d'engagement avec la Libye dans tous les domaines que l'Union jugera appropriés".

SRI LANKA

La bataille pour un bastion tamoul a fait 376 morts

Au moins 376 personnes ont été tuées au Sri Lanka, dont 45 militaires et 331 rebelles tamouls dans la bataille qu'a livrée avec succès l'armée pour s'emparer d'un bastion tamoul dans l'est de l'île, a annoncé hier le ministère de la Défense. Après des "semaines" de combats, les forces de sécurité ont pris le contrôle de la ville de Vakkarai (est), principal bastion des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), a dit le ministère. "Depuis le début de cette opération, 45 soldats sri-lankais ont été tués et 180 blessés", a poursuivi le gouvernement, ajoutant dans son communiqué que 331 combattants des LTTE avaient été tués. Plus tôt hier, le ministère avait annoncé que son armée s'était emparée de la ville de Vakkarai, dans l'est de l'île, des informations que les insurgés tamouls n'avaient pas commentées. Les LTTE ont fui devant l'avancée des militaires, avait affirmé le gouvernement, sans faire état, à ce moment-là, d'éventuelles victimes.

"Après une heure d'efforts, les troupes sri-lankaises ont finalement libéré la ville de Vakkarai et (un) hôpital utilisé comme base d'artillerie pour les terroristes, se servant (aussi) de civils comme boucliers humains", avait indiqué le communiqué ministériel. Vakkarai, dans l'est du Sri Lanka, compte 35.000 habitants mais quelque 20.000 civils avaient fui le secteur ces dernières semaines pour trouver refuge dans des régions voisines contrôlées par le gouvernement.

A plusieurs reprises, les Nations-Unies et les organisations humanitaires ont dit craindre pour le sort de 15.000 civils à Vakkarai pris entre les feux des LTTE et de l'armée régulière. Cette région est un point de transit pour les Tigres entre leurs bastions du nord et de l'est du pays.

A Vakkarai, ils disposent de leurs propres police et administration civile. Les LTTE n'ont pas réagi mais avaient auparavant accusé l'armée d'avoir blessé six civils en bombardant les abords de l'hôpital de Vakkarai. Les Tigres et Colombo ont pour habitude d'avancer des bilans contradictoires et invérifiables. Le comité international de la Croix-Rouge (CICR) a exprimé hier ses craintes pour la sécurité de cet hôpital, demandant aux deux parties d'épargner les civils.

Le nord-est du Sri Lanka est le cœur de l'insurrection séparatiste tamoule et le théâtre depuis plus d'un an de combats quasiment quotidiens. Ce pays d'Asie du Sud de quelque 20 millions d'habitants, dont 75% de Cinghalais, est au bord d'une guerre à grande échelle depuis que le chef des LTTE a appelé à un Etat indépendant tamoul fin novembre. Depuis 1972, la rébellion a fait plus de 60.000 morts, dont plus de 3.800 depuis le début 2006.

Les deux camps sont en principe tenus par une trêve conclue en février 2002, sous l'égide de la Norvège, mais toutes les tentatives diplomatiques pour régler le conflit ont échoué.

ISRAËL DÉBLOQUE DE L'ARGENT PALESTINIEN

Un projet de colonie gelé

Israël a débloqué hier 100 millions de dollars de sommes dues à l'Autorité palestinienne et a gelé un projet de nouvelle colonie en Cisjordanie occupée, sur fond d'intense activité diplomatique destinée à relancer le processus de paix israélo-palestinien.

"Ce matin nous avons transféré 100 millions de dollars sur un compte de la présidence palestinienne", a déclaré à l'AFP un haut responsable israélien parlant sous couvert d'anonymat.

Cette somme, dont le transfert a été décidé lors du sommet entre le Premier ministre israélien Ehud Olmert et le président palestinien Mahmoud Abbas le 23 décembre à Jérusalem, doit être dépensée "à des fins humanitaires et pour renforcer la garde présidentielle du président Abbas", a-t-il ajouté. Elle fait partie des plus de 600 millions de dollars dus à l'Autorité palestinienne et gelés par Israël depuis l'entrée en fonction en mars 2006 du gouvernement issu du Hamas, une organisation considérée comme "terroriste" par l'Etat hébreu.

L'argent provient des taxes collectées par Israël, moyennant commission, pour le compte de l'Autorité palestinienne sur les marchandises destinées aux territoires palestiniens, soit quelque 60 millions de dollars par mois. Selon le négociateur palestinien en chef Saëb Erakat, ces 60 millions représentaient "60% des revenus mensuels de l'Autorité palestinienne".

Le Premier ministre issu du Hamas Ismail Haniyeh a rejeté "les conditions posées par Israël pour restituer notre argent". "Cet argent appartient au peuple palestinien et à son Autorité et doit être



dépensé selon nos priorités", a-t-il déclaré à la presse à Gaza.

Dans un autre apparent geste d'apaisement, le ministre israélien de la Défense Amir Peretz a ordonné le gel du projet d'une nouvelle colonie en Cisjordanie occupée autorisé en décembre, suscitant de vives critiques des Palestiniens et de la communauté internationale, Etats-Unis en tête.

"Le ministre de la Défense a récemment ordonné la suspension de la construction de la colonie de Meskiot (dans la vallée du Jourdain) afin de procéder à un examen approfondi de la question", a indiqué à l'AFP une porte-parole du ministère.

Ces gestes surviennent au moment où Washington et ses partenaires européens au sein du quartette, auteur du dernier plan de paix international appelé Feuille de

route, redoublent d'efforts pour relancer les négociations de paix israélo-palestiniennes, au point mort depuis plus de six ans.

Le diplomate européen en chef Javier Solana s'est entretenu vendredi avec M. Abbas à Ramallah en Cisjordanie. Il a ensuite affirmé à la presse que l'Union européenne s'efforçait "de revitaliser le processus de paix".

"Ce processus ne sera pas facile et nous allons nous heurter à des difficultés", a néanmoins reconnu M. Solana. M. Abbas a pour sa part répété qu'il convoquerait des élections générales anticipées faute d'un accord sur un gouvernement d'union nationale avec le Hamas.

Interrogé sur une possible rencontre avec le chef en exil du Hamas, Khaled Mechaal lors de la visite qu'il doit effectuer aujourd'hui en Syrie,

M. Abbas s'est borné à dire qu'il rencontrerait, outre les responsables syriens, "de nombreuses personnalités palestiniennes" basées à Damas. Dans ses déclarations à Ghaza, M. Haniyeh a affirmé qu'une telle rencontre était "attendue. Il est normal que les dirigeants palestiniens se rencontrent, c'est le boycott qui est anormal".

La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice, qui vient d'achever une nouvelle tournée au Proche-Orient, a déclaré jeudi à Londres tabler sur une réunion tripartite avec MM. Abbas et Olmert avant le 15 février, affirmant que "les prochaines semaines seront assez intensives sur le front diplomatique".

Avant un tel sommet, une réunion du quartette (Etats-Unis, Russie, ONU, UE) au niveau ministériel est prévue le 2 février à Washington.

IRAN/NUCLEAIRE

Les 27 préparent l'application des sanctions de l'ONU

Les ministres européens des Affaires étrangères vont se prononcer lundi en faveur d'une "application entière, stricte et rapide" des sanctions adoptées à l'ONU contre l'Iran, ouvrant ainsi la voie à la mise en œuvre de ces sanctions au niveau européen.

"L'UE est bien décidée à interpréter de manière très stricte la résolution (de l'ONU). Nous voulons envoyer un message clair à l'Iran", a déclaré une source diplomatique européenne.

Après de longues tractations, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté fin décembre une résolution sanctionnant les programmes nucléaire et balistique iraniens, en raison de son programme d'enrichissement d'uranium.

Les sanctions comprennent une suspension de



toutes les exportations de matériels et technologies liés à ces activités, ainsi que le gel des avoirs et la restriction des voyages à l'étranger de personnes physiques et morales iraniennes impli-

quées dans ces programmes.

Comme l'UE a déjà "de facto" pour politique depuis plus de dix ans de ne pas exporter d'armes vers l'Iran et de contrôler très strictement toute exportation de techno-

logies sensibles (un contrôle qui va au-delà des exigences de la résolution de l'ONU), les 27 ont décidé de ne pas officialiser leur embargo pour le moment, a expliqué une source européenne.

"Il faut se garder des munitions pour plus tard", au cas où les sanctions seraient encore renforcées si l'Iran persistait à développer son programme nucléaire, a expliqué une source européenne.

En revanche, les ministres ouvriront lundi la voie à la constitution d'une liste européenne des responsables iraniens qui seront soumis à une interdiction de visa d'entrée dans l'UE et dont les avoirs seront gelés, qui pourrait être un peu différente de celle de l'ONU. Cette liste devrait être prête dans "les semaines à venir", a indiqué un diplomate.